

Actes du Congrès
COLLÈGES CÉLÉBRATIONS 92
Conference Proceedings



MONTREAL MAY 24 25 26 27 MAI 1992

**Quelles devraient être les priorités d'un centre d'études de
développement et d'animation pédagogiques pour le collégial ?**

par

Jacques LEMIRE
directeur des services pédagogiques
Cégep de Trois-Rivières
(Québec)

Atelier 1C24

*Collèges
créateurs d'avenir*

*Colleges
creators of the future*



Association des collèges
communautaires du Canada



Association québécoise de
pédagogie collégiale

QUELLES DEVRAIENT ÊTRE LES PRIORITÉS D'UN CENTRE D'ÉTUDES DE DÉVELOPPEMENT ET D'ANIMATION PÉDAGOGIQUES POUR LE COLLÉGIAL ?

Jacques Lemire, directeur des services pédagogiques, Cégep de Trois-Rivières

Laissez-moi d'abord vous exprimer le plaisir que j'ai d'être ici aujourd'hui pour échanger avec vous sur des sujets qui concernent le cœur même du développement des collèges; leur vie pédagogique avec ce que cela implique de formation, de perfectionnement, d'animation, d'innovation et de recherche.

Lorsqu'on m'a invité à participer à ce forum, j'ai tout de suite pensé qu'au delà des différences entre les divers collèges du réseau, il y avait partout ce souci du développement pédagogique et institutionnel, de la qualité de la formation, de l'aide à l'apprentissage, de l'évaluation des activités et des actions posées. J'ai tout de suite pensé que comme personnes impliquées et engagées dans l'éducation nous avions intérêt à échanger, à nous concerter sur les meilleurs moyens de décupler nos énergies et d'utiliser au mieux les maigres ressources qui nous sont imparties. J'ai pensé qu'il était essentiel de définir ensemble le type de structure qui nous permettrait d'y arriver.

L'analyse des besoins présentée dans le document de consultation d'avril 1992 décrit clairement les besoins de l'ordre collégial en animation et en développement pédagogiques. La proposition qui l'accompagne a le mérite premier de suggérer des éléments de solution pour mieux répondre aux besoins identifiés. Elle permet une base de discussions. Et s'il y a un organisme qui peut réaliser cela et qui a la crédibilité pour le faire, c'est bien l'AQPC.

Il est difficile à ce moment-ci de bien évaluer l'ampleur et la portée des actions à poser et d'effectuer un choix pour ou contre la création d'un service d'animation et de développement pédagogiques au collégial.

Tous ne partagent pas la conviction et l'enthousiasme des principaux promoteurs du projet et pour entraîner leur adhésion, il faut bien leur faire voir la valeur indiscutable de l'approche, le caractère positif de beaucoup de ses éléments, les limites qui sont les nôtres.

Certains vous diront que la dynamique actuelle tout autant que le tarissement des sources de financement de l'état plaident en faveur d'une action urgente et immédiate des établissements alors que d'autres, pour les mêmes raisons, évoqueront la pauvreté des établissements, la nécessité de ne pas trop entreprendre et le danger des superstructures.

Mon propos veut à ce moment-ci attirer l'attention sur le temps nécessaire pour mettre en place une solution qui devrait se dégager des échanges que nous aurons. Il veut nous éviter que par trop de précipitations on obtienne l'effet inverse de celui recherché.

C'est ma conviction, qu'il serait aussi utile de procéder de façon concertée à l'examen de la proposition qui nous est faite. Trop de hâte pourrait retarder des actions qui par ailleurs sont essentielles au développement institutionnel, au développement pédagogique, au développement des ressources humaines. Il y a des précautions à prendre, des maillages à assurer avec les autres intervenants. Il y a là nécessité pour les membres de s'approprier les développements proposés. C'est un préalable à la décision, une condition de l'action.

En ce sens il faut :

1. S'assurer que le mandat, les champs d'actions, les projets d'activités ne sont pas trop vastes, trop ambitieux pour la structure légère proposée et cela malgré la remarque de la page 26 du document de consultation qui précise qu'il s'agit là,
« ... de voies possibles à moyen et à long termes. Il est évident que le centre ne pourrait pas les couvrir tous dès le démarrage ».
2. S'assurer que la structure légère proposée ne porte pas en elle le germe conduisant nécessairement à une structure plus lourde pour pouvoir réaliser le mandat défini avec les obligations et les risques que cela comporte; à une structure qui en se bureaucratisant s'éloignera des préoccupations des établissements.
3. S'assurer que les établissements garderont leur rôle, leur importance, leur autonomie.
4. S'assurer que les activités du centre s'inscriront en soutien, en appui, en documentation de l'action des établissements. Qu'elles respecteront le cheminement des établissements et l'environnement pédagogique.

5. S'assurer que si les membres de l'AQPC sont d'accord avec le projet, les établissements qui en seront les principaux bailleurs de fonds y voient aussi leur intérêt et soient prêts à s'engager.
6. S'assurer que ces nouveaux mandats que veut se donner l'AQPC ne l'éloigneront pas de ses priorités, de ses mandats actuels, de ses orientations qui ont fait sa force et assuré son développement et sa crédibilité.

Lorsque nous aurons vérifié ces éléments, lorsque nous aurons analysé à fond la proposition qui nous est faite nous pourrons alors, à la lumière de ce que les gens ont retenu comme essentiel et avec une meilleure connaissance des ressources qui seront consenties, arrêter les priorités de l'action. À ce moment-là je pourrai vous dire que pour moi le centre d'études, de développement et d'animation pédagogiques devrait :

1. Préciser, en lien avec les autres organismes (PERFORMA, ARC, Commission de l'évaluation, Fédération), ses champs d'intervention pour s'inscrire en complémentarité de ce qui se fait déjà et ainsi enrichir l'action pédagogique collégiale.
2. Préparer et diffuser des études sur les questions liées à la pédagogie pour faire avancer la réflexion.
3. Assurer la diffusion des résultats de différentes expériences menées dans le réseau pour enrichir l'action des collèges.
4. Favoriser le développement et la mise en valeur de la profession enseignante et pour cela aller jusqu'à la création des centres régionaux où en concertation avec les autres intervenants, on pourra contribuer à la formation ou au perfectionnement des enseignants, au développement de la recherche et assurer la préparation de la relève.

Les dossiers liés au développement et à la gestion des programmes d'études ainsi que ceux liés au cheminement scolaire qui sont aussi des dossiers importants ont déjà largement été pris en main par d'autres organismes (Conseil des collèges, CAP).

Ils ont été documentés par les articles de *Pédagogie collégiale*. Ils sont à l'étape de réalisation et je crois que le centre devrait y intervenir que sur demande d'un collège ou d'un groupe de collèges.

Tant qu'au dossier de l'analyse institutionnelle, il est vaste et il risque de demander beaucoup d'énergies. Il y a là nécessité de développer des instruments pour y arriver. La Commission de l'évaluation du Conseil des collèges a commencé cela. Elle dispose de plus de moyens pour mener une telle opération. Et là encore une approche efficace devra s'inspirer d'une recherche-action, se fixer clairement comme finalité de prendre une photo de l'établissement pour influencer autant sur les points forts que faibles qui aident ou nuisent à la réalisation de la mission de formation.

En terminant, je veux vous remercier de votre attention. Mon propos visait à vous dire que peu importe la structure retenue, elle devra répondre aux besoins identifiés et entraîner l'adhésion des membres, des membres institutionnels et des partenaires que sont les autres organismes impliqués dans l'animation et le développement pédagogiques.